



DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

2
0
1

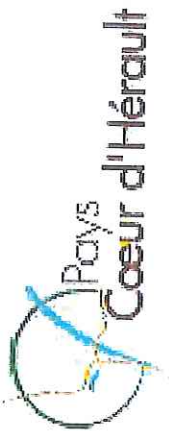
DOB 2019

SOMMAIRE

1. Présentation

- Cadre juridique du DOB
- Eléments de contexte général
- Bilan 2018, en bref
- Situation financière fin 2018
- Informations concernant le personnel
- Grands principes du DOB 2019
- Préparer le budget primitif 2019, Dépenses et Ressources
- Conclusions

2. Débat



PRESENTATION

3

CADRE JURIDIQUE DU DOB

- Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire qui se déroule dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif
- Une délibération prend acte de la tenue du DOB
- Le DOB permet de discuter des orientations budgétaires et d'informer sur la situation financière de la collectivité
- Le DOB doit être transmis aux membres du Sydel (Comcom, CD34, CCI et CMA) dans un délai de 15 jours après son examen
- Le DOB doit faire l'objet d'une publicité dans les mêmes délais

4

❖ National : contexte général

- Au moment où se tiens notre DOB, le contexte national est encore incertain. Toutefois, le Projet de Loi de Finances 2019 indique :
 - Suppressions de postes dans la FPE (comptes publics, éducation, transition écologique, culture...)
 - Elargissement des critères d'éligibilité à la DTER
 - Déconcentration des crédits en DRAC : une reconduction du fonds d'aide aux petites communes pour l'entretien de leurs monuments + mission « musées du 21^{es} » + aug budget « Education artistique et culturelle »
 - Augmentation du budget de la politique de la ville
 - Forte baisse du budget consacré au logement : baisse des APL + retrait sur les aides à la pierre
 - Augmentation budget transition écologique : infrastructures de transports + plan vélo mais pas de fléchage de la taxe carbone vers les territoires

5

❖ National

- Prévision de croissance 1.7%
- Concours de l'Etat aux collectivités devraient être stables
- Recettes**
 - DGF répartie en fonction des dynamiques, des richesses et du renforcement de la péréquation entre collectivités
- Projet de Loi de Finances 2019 indique
 - Dotations à l'investissement maintenues à un niveau élevé
 - Baisse des crédits alloués à la mission « relations avec les collectivités » : encadrement des dépenses de fonctionnement en lien avec les contrats financiers

Dépenses

- Constat de la hausse des charges des collectivités : réduction contrats aidés, mise en place prélèvement à la source, suppression TH avec une interrogation sur la durée des compensations....

6

❖ National : Orientations

- Les Pays et PETR – Etats généraux 2018
 - Confirmation de la place des PETR / Pays en France = territoire de projets + interface Collectivité/Région/Métropole
 - Rôle : ingénierie + participation citoyenne + coopération intercommunale + territoire d'intelligence collective + image positive de l'Europe sur les territoires
 - Création prochaine d'une **Agence de la Cohésion des Territoires** = aide pour les Pays / PETR
 - Proposition évolution des PETR vers des Syndicats Mixtes Ouverts (Projet de Loi en 2019)
 - Coopérations en cours de construction sur la coopération : Europe, urbain-rural, énergies
- Les Contrats de Cohésion Territoriale remplaceront les Contrats de ruralité dès 2021

➤ Ce contexte nous incite à poursuivre la dynamique et les engagements du Pays aux côtés des communes et des intercommunalités du territoire

7

❖ Régional : Orientations

- Mise en œuvre de l'ensemble des politiques régionales d'accompagnement (plan Vitalité des territoires, Contrats Bourgs Centres, Contrats Grands sites d'Occitanie, régime d'aides à l'immobilier d'entreprises, aux entreprises...
- Assemblée des Territoires / Parlement de la Montagne
- Elaboration du SRADDET
- Mise en place des contrats avec les territoires

➤ Ce contexte régionale nous incite à poursuivre la politique de concertation et d'intégration de nos actions dans la contractualisation en cours avec la Région.

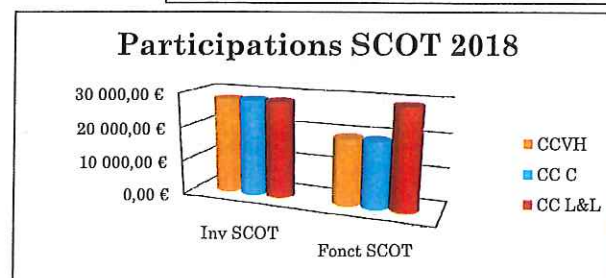
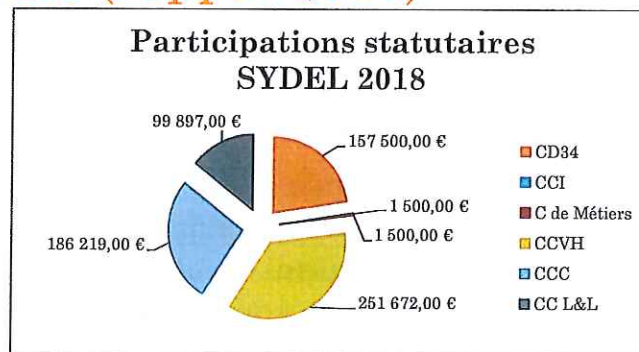
8

❖ Territorial : Orientations

- Poursuite de la mise en œuvre des 6 défis de la **Charte de développement** du Pays 2014-2025
- Maturation dans la prise de conscience de l'intérêt de porter un **projet commun**
- Tendance à la mutualisation des **actions d'intérêt inter - communautaire**

➤ Ce contexte permet et incite le Pays à poursuivre ses missions : SCoT, Santé, Appui aux entreprises, Programmes européens, Tourisme et patrimoine, Schémas environnementaux.

❖ Territorial (rappel 2018)



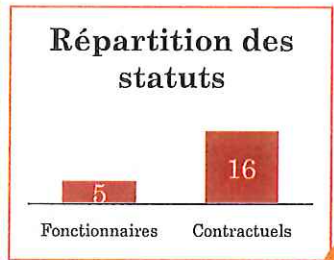
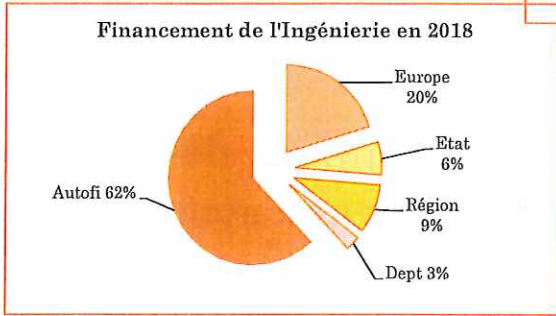
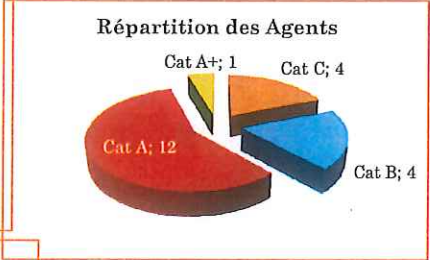
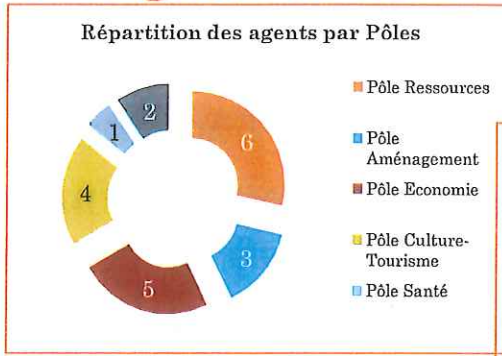
➤ Poursuite des équilibres financiers de 2018 en 2019

- Réinstallation des services dans le **nouvel espace Novel.id** (dépenses d'investissements)
- Organisation des **1ères Assises de la TPE**
- **Signature des différents Contrats** : Contrat de ruralité, Contrat territorial régional, Programmation avec le Département
- Elaboration du **Plan Climat Air Energie Territorial**, de la **Charte Forestière Territoriale**, des actions **TEPCV** (dont CEE)
- Négociation en cours pour le **renouvellement des politiques contractuelles avec l'Etat** : CLS, CTEAC et du label « **Vignobles et découvertes** »
- Validation du **diagnostic du SCoT & Accompagnement des Contrats Bourgs Centres...**
- Poursuite des Programmes européens **LEADER et ATI**

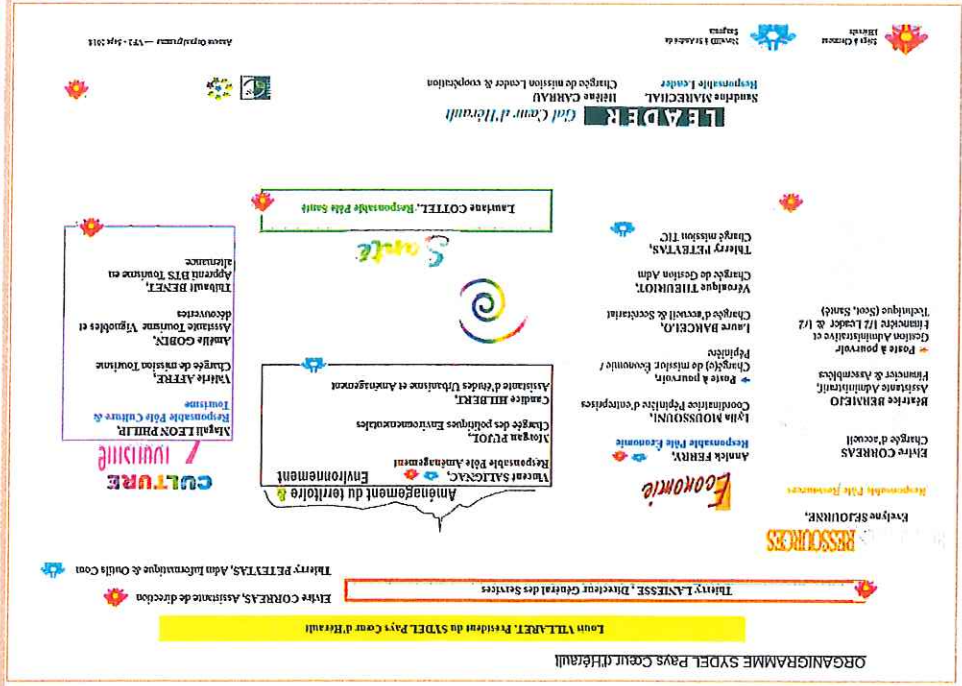
- Point sur la **situation de la trésorerie**
 - Pour l'année 2018, le Comité Syndical a autorisé le Président à souscrire une ligne de trésorerie d'un montant maximum de 300 000€ pour faire face aux besoins budgétaires et aux retards de versements de recettes ou de participations
 - A ce jour la trésorerie disponible est de 160 500€ dont une ligne ouverte auprès du Crédit Agricole de 70 000€, soit une trésorerie nette de 93 500€

INFORMATIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

❖ 21 agents & 19.4 ETP



INFORMATIONS CONCERNANT LE PERSONNEL



o Priorités 2019

- o Poursuivre la rigueur budgétaire
- o Diversifier les ressources financières dont notamment les éco-financements
- o Travailler les mutualisations
- o Répondre aux différents appels à projets
- o Saisir les opportunités d'évolution de statuts PETR pouvant avoir un impact budgétaire

o Pôle Ressources

Maintien du cadre budgétaire en 011 & 012 via la recherche de financements complémentaires

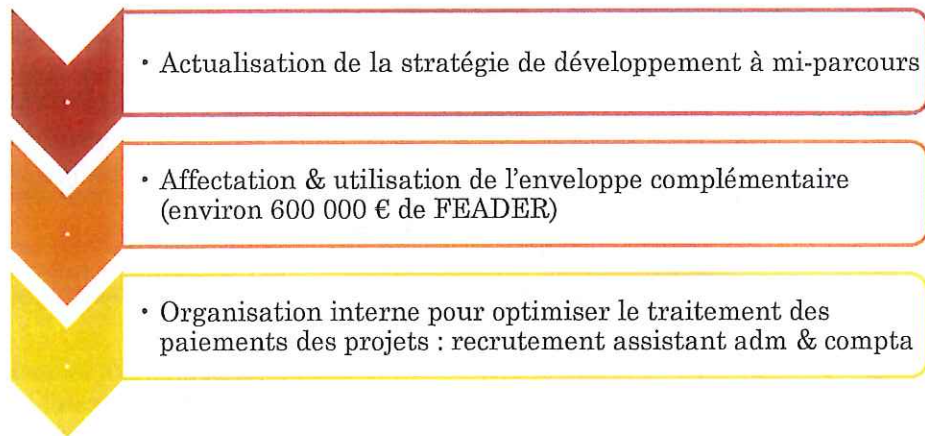
Doter le siège du Sydel de locaux permettant de mettre en avant le Pays et son rôle fédérateur

Mise en place de calendriers de versement des participations afin d'éviter la sollicitation de la ligne de trésorerie

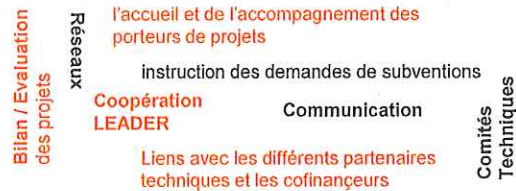
Rigueur dans le suivi des subventions (acomptes et avances dès les seuils atteints) afin d'éviter le recours à la ligne de trésorerie

Assurer le pilotage des Contrats et Projets permettant des retombées sur le territoire : Contrat de Pays, Contrat de Territoire, ATI ...

o Leader GAL – Convivencia II



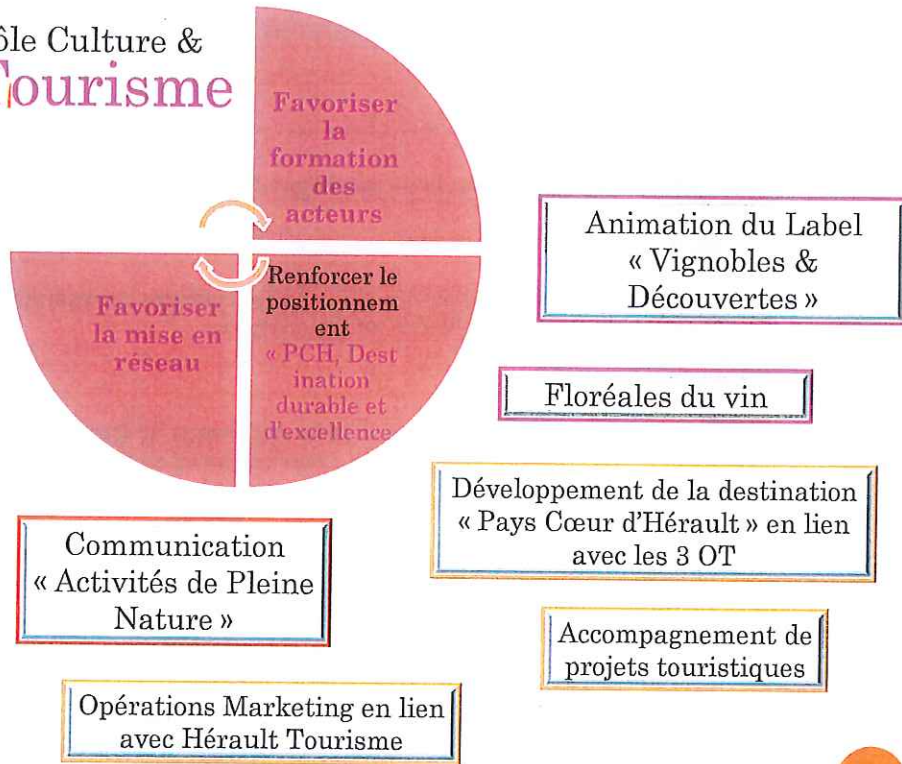
4 Comités de Programmation



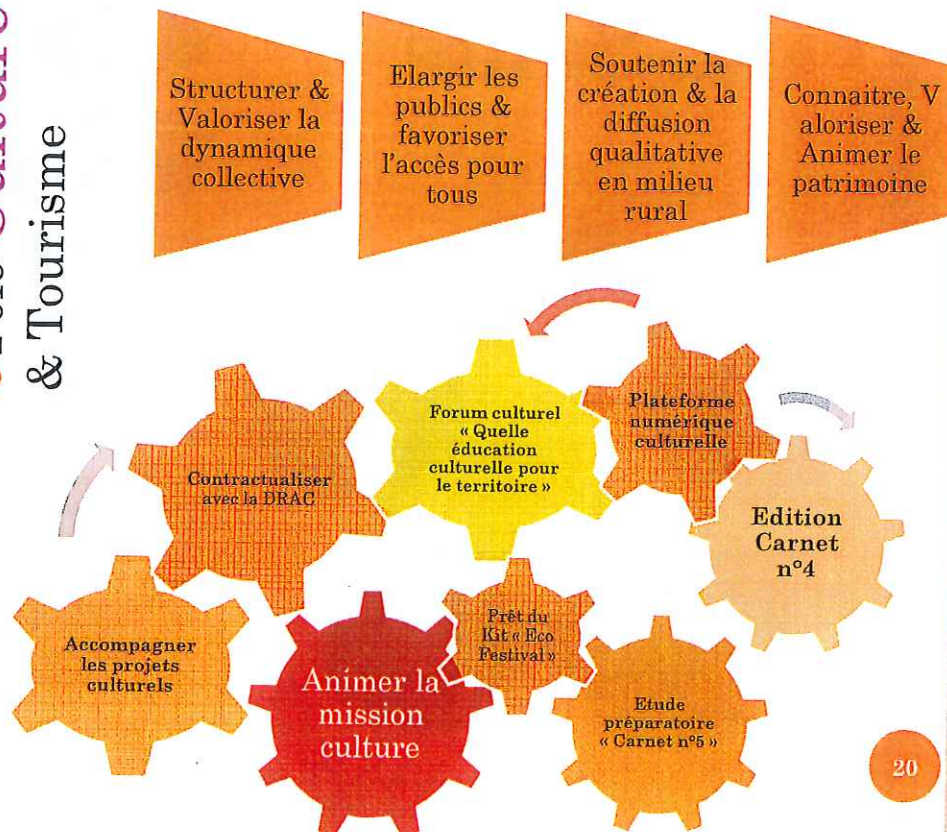
o Pôle Santé



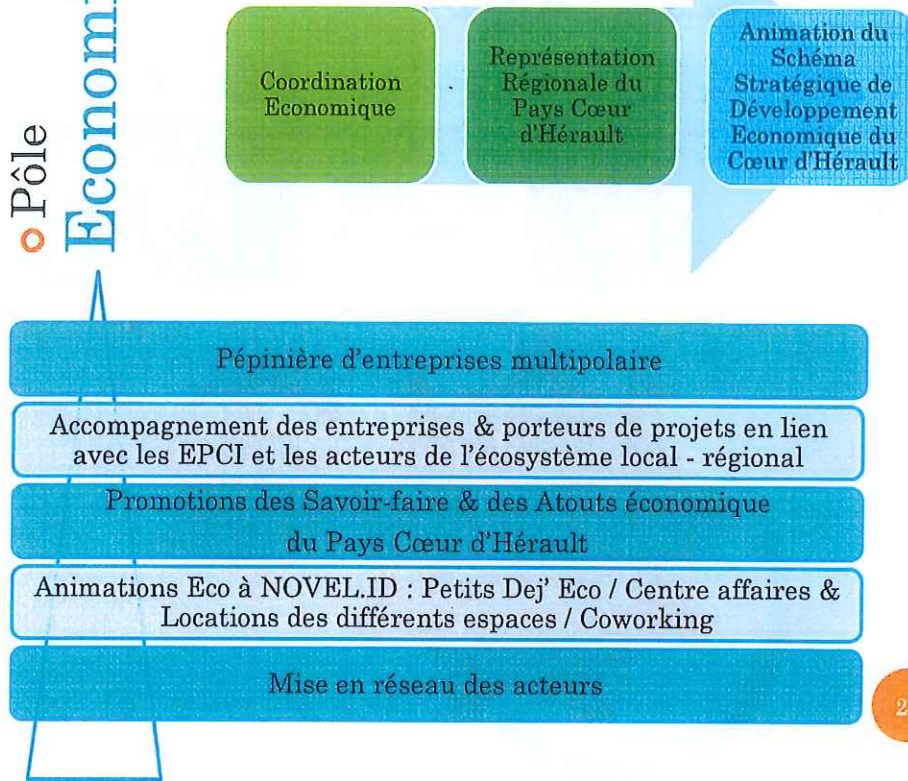
o Pôle Culture & **Tourisme**



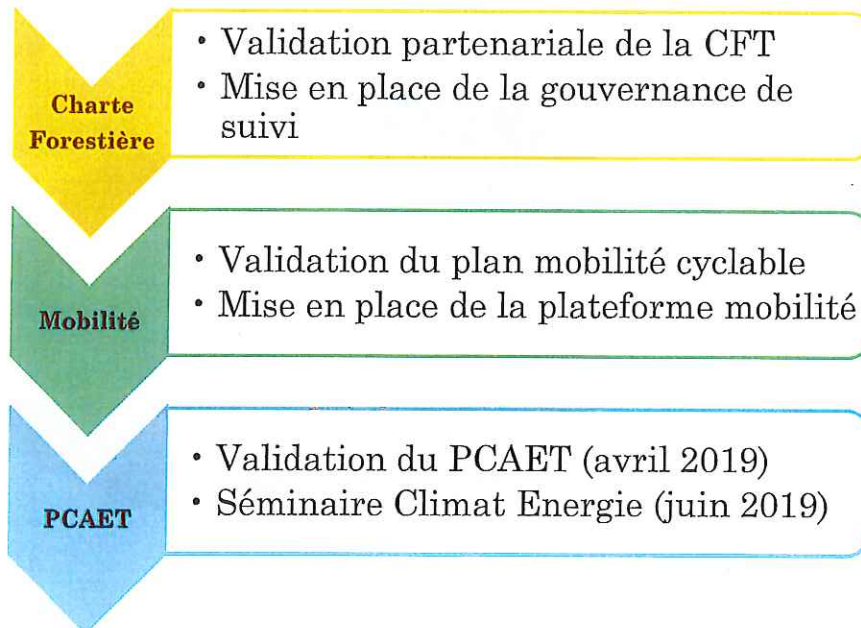
o Pôle **Culture** & Tourisme



○ Pôle **Economie**



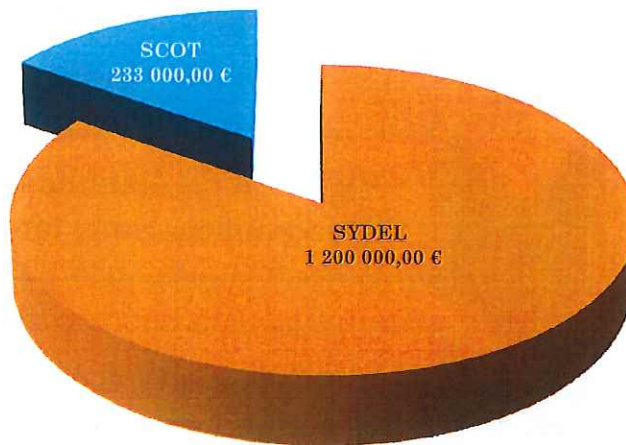
○ Pôle **Aménagement & Environnement**



Budget annexe **Scot**



1^{er} estimatif
Préparation Budget 2019



❖ 1^{er} Estimatif Budget Principal 2019

Dépenses		Recettes	
Chapitre 011	400 000 €	Participations stat	599 000 €
Chapitre 012	750 000 €	CD 34	183 000 €
Investissements, Amortissements & Autres	50 000 €	Région	113 000 €
TOTAL	1 200 000 €	ETAT	30 000 €
		EUROPE	250 000 €
		Autres	25 000 €
		TOTAL	1 200 000 €

25

❖ Budget Principal

Part stat des EPCI 2019 : reconduction des montants financiers de 2018

	Participations 2018	Pop 2018	Hyp 6.7€	Hyp 6,8€	Hyp 7€
CCC	186 219 €	27 794 hab	186 220 €	188 999 €	194 558 €
CCLL	99 897 €	14 910 hab	99 897 €	101 388 €	104 370 €
CCVH	251 672 €	37 773 hab	253 079 €	256 856 €	264 411 €
Total	537 788	80 477 hab	539 196 €	547 243 €	563 339 €

Département	Région	Etat et Etablissements	Europe
Reconduction du partenariat	Reconduction du partenariat	ARS	FEADER
Maintien participation : 157 500€	Financement de l'Ingénierie	ADEME	FSE
Financement sur actions	Financement sur actions	DRAAF	

26

❖ 1^{er} Estimatif Budget SCOT 2019

Dépenses

Chapitre 011	27 000 €
Chapitre 012	97 000 €
Investissements	109 000 €
TOTAL	233 000 €

Recettes

Participations stat	171 000 €
CD 34	
Région	18 000 €
ETAT	36 000 €
EUROPE	
Autres	8 000
TOTAL	233 000 €

27

❖ Budget SCoT 2019

Part stat des EPCI 2019 : lissage des participations sur 3 ans

	Fonctionnement 2018	Invest 2018	Part 2019	Part 2020	Part 2021
CCC	19 000 €	28 000 €	57 000 €	57 000 €	57 000 €
CCLL	29 000 €	28 000 €	57 000 €	57 000 €	57 000 €
CCVH	19 000 €	28 000 €	57 000 €	57 000 €	57 000 €
Total	67 000 €	84 000 €	171 000 €	171 000 €	171 000 €

28

CONCLUSIONS

- Rechercher de nouvelles recettes
- Utiliser une partie des fonds de réserve pour déployer certains projets expérimentaux et pour équilibrer le budget
- Faire des choix sur certaines orientations :
maintien, développement, réduction

29



DEBAT

30

